

PANORAMA DE L'ACTU



Veille thématique sur l'actualité des familles

31 octobre 2017

LA UNE

Acteurs solidaires et responsables

Représentant les familles dans les CAF, les prochains délégués des UDAF dans les Conseils d'administration des Caisses de toute la région Grand Est et dans leurs commissions se sont réunis le **28 octobre 2017** à Pont-à-Mousson (54). Dès avant l'installation des nouvelles instances des CAF prévue début 2018, les représentants familiaux ont pris la mesure de leur mission au service de toutes les familles : peser dans les choix budgétaires et d'orientation, porter la voix de toutes les familles et en particulier celle des plus fragiles, défendre une politique familiale juste et globale. Ils ont décidé de constituer un réseau régional, piloté par l'URAF Grand Est.

En concluant la réunion, Yves Chauvelot, vice-président de l'URAF Grand Est a invité les représentants à affirmer une voix solidaire et responsable au sein des Caisses, en s'appuyant sur le vaste réseau des 780 associations familiales de la région. Prochain rendez-vous régional des représentants familiaux dans les CAF : 14 avril 2018.

Bon à savoir

Les Caisses d'allocations familiales ont accordé 49 millions d'euros d'**aide au départ** cette année. Pourtant, un Français sur trois ne part toujours pas en vacances car les obstacles restent multiples et nombreux. Des représentants familiaux dans les CAF ont défendu la possibilité d'aider aussi les familles à permettre à leurs enfants de participer aux classes de découverte organisées dans le cadre scolaire. Problème : ce n'est aujourd'hui pas prévu dans les textes. Pour en savoir plus sur [l'aide aux vacances](#).

Les Caisses d'allocations familiales luttent contre la **fraude** aux prestations sociales. Les représentants familiaux dans les Caf se préoccupent de bien distinguer ce qui est « fraude » et « indû », qui le plus souvent trouve son origine dans une erreur involontaire par l'allocataire ou par les services de la Caisse, sans discriminer les uns ou les autres dans l'appréciation qui peut en être faite. Pour en savoir plus : [Rapport d'information du Sénat](#) et [rapport du Défenseur des droits](#).

Les Caisses d'allocations familiales ont une connaissance fine par leurs outils statistiques des besoins sociaux par territoire (outil Cafdata). Les représentants familiaux ont, quant à eux, une connaissance fine par leur **proximité avec les familles**. Pour en savoir plus, l'[observatoire Cafdata](#).

Les représentants familiaux sont présents dans les instances des différentes **branches de la Sécurité Sociale**. En défendant une politique globale et cohérente au service des familles, ils participent à la recherche d'une plus grande cohérence d'intervention entre les branches au service des allocataires et bénéficiaires, considérés non comme des « usagers » mais comme « acteurs » de leur vie et de leur autonomie. Pour aller plus loin, le [rapport de la Cour des Comptes sur la Sécurité Sociale](#).

Votre budget

Vos prestations versées par la Caisse d'allocations familiales sont susceptibles d'être affectées par le Budget 2018 de la Sécurité sociale. Coup de rabot ou coup de pouce ? Cela dépend de votre situation. Si le projet de loi est voté sans modifications en décembre, [voici à quoi vous attendre](#) (LCI, 28 octobre 2017)



PARENTALITE

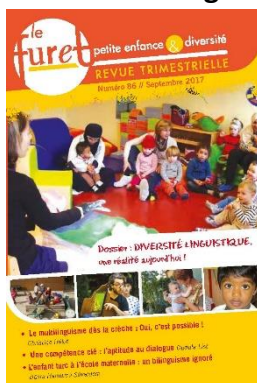
Le train Petite enfance et parentalité

Le train *Petite enfance et parentalité*, imaginé par l'Association ensemble pour l'éducation de la petite enfance, sillonne la France du 2 au 20 novembre 2017. A bord des 6 voitures, spécialement scénographiées, la grande histoire de l'enfance sera déclinée en 6 thématiques : "Naître et tisser des liens", "Jouer et communiquer", "Bien vivre le quotidien", "Agir tôt", "Protéger l'enfant et ses droits" et "Tout un village pour élever un enfant".

Au programme : conférences, débats, ateliers et animations à suivre en direct sur le Web, à la radio et à la télévision. [Le programme des conférences et ateliers ville par ville](#) (dans la région Grand Est, à Strasbourg et Nancy).



Petite enfance et bilinguisme



Le multilinguisme est aujourd'hui une donnée incontournable de nos sociétés. [La revue trimestrielle Le Furet](#), basée à Strasbourg, présente dans sa dernière parution un passionnant dossier sur la petite enfance et le bilinguisme: « les structures de la petite enfance n'ont pas toutes l'étiquette bilingue ou plurilingue, mais elles sont toutes multilingues, parce qu'elles sont fréquentées par des enfants plurilingues et encadrées par un personnel plurilingue.

Evènement

Journée d'Étude nationale : **Des lieux pour ÊTRE et NAÎTRE : les LAEP** (Lieux d'accueil enfants parents), à l'Espascaf à Lyon, le 17 novembre 2017. [Information et inscription en ligne.](#)

Numérique

La présence du numérique dans nos vies s'est banalisée, même chez les tout-petits. N'oublions pas que bébé a surtout besoin de partager du temps avec d'autres personnes, d'expérimenter des activités variées pour découvrir et comprendre le monde qui l'entoure. C'est pourquoi la **Fondation pour l'Enfance** souhaite donner des repères aux jeunes parents, et leur permettre d'aborder sereinement les apprentissages fondamentaux de leurs enfants de 0 à 3 ans. Elle lance une [campagne de sensibilisation](#) aux usages du numérique chez les enfants de moins de 3 ans. Pour en savoir plus : le [dossier de presse](#).

LOGEMENT

Pour la défense du logement social

200 Offices Publics de l'Habitat ont fermé leurs portes le 17 octobre dernier pour protester contre l'article 52 du Projet de Loi de Finances, celui qui intègre la baisse des APL et la baisse des loyers dans le parc social. A Strasbourg, le rassemblement (800 personnes sur la place Kléber) a également mobilisé les associations de locataires et associations familiales dont la Confédération syndicale des familles (CSF) qui défend un modèle du logement social ayant fait ses preuves dans l'intérêt des familles les plus pauvres.

Le 27 octobre, le Conseil d'État a rejeté le recours du collectif "Vive l'APL", une mesure dénoncée par les associations comme une "économie sur le dos des plus pauvres". Le gouvernement s'en défend, en tentant d'expliquer que cette réduction est "compensée par une hausse du RSA", un "abaissement du seuil de versement" et demandant à ce que les mesures d'aide de l'État soient analysées dans leur cohérence d'ensemble.



Mal-logement

Dans son 11e [rapport sur la mise en oeuvre du droit au logement opposable](#), le comité de suivi de la loi Dalo constate que plus de 124.000 ménages ont pu accéder à un logement depuis 2008, dont 20.170 en 2016. Il souligne toutefois que "le droit au logement opposable peine à être respecté" dans la mesure où 55.000 ménages reconnus au titre du Dalo sont en attente d'une proposition de logement depuis 1 à 8 ans. Pour 2018, le comité de suivi attend beaucoup de la mise en application de la loi Égalité et Citoyenneté du 27 janvier 2017. La LEC prévoit notamment que 25% des attributions de logements sociaux reviennent à des publics prioritaires au premier rang desquels les ménages reconnus au titre du Dalo.

Comment les Français apprécient-ils leur logement ?

L'association Qualitel - créée en 1974 par le secrétariat d'Etat au Logement pour promouvoir la qualité de l'habitat par la certification et l'information du grand public - publie son premier "Baromètre Qualitel", qui a désormais vocation à être renouvelé chaque année. Cette vaste enquête menée avec l'Institut Ipsos - 80 questions et 2.700 personnes interrogées - introduit également une innovation méthodologique : le Qualiscore.

Voir en liens : [La présentation synthétique des résultats du premier baromètre de l'association Qualitel](#) ; [Les résultats complets de l'étude Qualitel](#) ; [Le communiqué \(détaillé\) de présentation de l'étude](#) ; [Le site de l'association Qualitel](#).

ACCES AUX DROITS



La campagne du Défenseur des droits

Du 16 octobre au 6 novembre 2017, le Défenseur des droits mène une [campagne dans les médias](#) pour l'accès de tous à leurs droits. Elle se décline en quatre spots radiophoniques et audiovisuels qui portent sur trois missions du Défenseur des droits : défense et promotion des droits de l'enfant, défense des droits des usagers des services publics et lutte contre les discriminations et promotion de l'égalité.

Pour entendre les quatre spots radio : <https://soundcloud.com/user-182135016>.

SOLIDARITES



Plan Pauvreté

A l'occasion de la *Journée mondiale du refus de la misère*, le 17 octobre, Emmanuel Macron a lancé le chantier de la future "stratégie de lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes" (2018-2022). Celle-ci devra intégrer une forte dimension sur l'accès aux droits et sur la prévention de la pauvreté (les situations susceptibles de faire basculer dans la pauvreté, les familles monoparentales, qui concentrent à elles seules le tiers des situations de pauvreté. Elle devra se traduire par une plus grande prise en compte des initiatives de terrain. On s'intéressera particulièrement à l'articulation qui pourra être faite entre la "stratégie de lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes", d'une part, et la "stratégie nationale interministérielle de protection de l'enfance", d'autre part. Lien : la situation de la pauvreté en France, [l'étude sur le site de l'Insee, dans le n°96 de "Focus" \(octobre 2017\)](#).

Le [décret du 23 octobre 2017](#) institue un délégué interministériel à la prévention et à la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes.

Sur le parvis du Trocadéro

"La forte progression des inégalités ne fait que renforcer un sentiment d'abandon d'une partie croissante de la société. Il est urgent d'agir. Les initiatives menées avec les plus pauvres sont incontournables pour aller vers une société plus juste où chacun a sa place. Il est temps d'investir durablement dans la lutte contre la pauvreté, de s'attaquer à ses causes profondes et pas seulement à ses conséquences ! Permettre à tous d'accéder à ses droits, c'est éviter le coût humain et financier intolérable de la pauvreté", explique ATD Quart-Monde, qui organisait le 17 octobre son rassemblement sur le parvis du Trocadéro, avec un spectaculaire Flash mob ([lien vidéo](#)).

Quelque part dans les Ardennes

Dans les Ardennes, des équipes de bénévoles du Secours Catholique rendent visite aux personnes en difficulté financière, souvent isolées, en marge de la société. Elles leur apportent aide, écoute et attention. [Reportage en Thiérache](#).

Frais bancaires : les clients en difficulté matraqués par les banques



Une enquête exclusive de l'UNAF et de *60 Millions de consommateurs* vient d'être rendue publique. Les frais punitifs à l'encontre des clients en difficulté génèrent un chiffre d'affaire annuel de 6,5 Milliards d'euros et un bénéfice net de 4,9 Milliards d'euros. Derrière ces chiffres se trouvent des personnes en situations délicates qui ne peuvent plus s'en sortir, les frais d'incident les enfonçant davantage encore dans la difficulté, ce qui finit par troubler non seulement l'équilibre économique des personnes mais aussi leur vie familiale, leur santé, leur rapport aux autres. [Communiqué UNAF](#).

SANTE

Report de la généralisation du tiers-payant

A la suite du [rapport IGAS \(octobre 2017\)](#), le gouvernement choisit le report du tiers-payant, "généralisable" mais pas encore "généralisé". Pour la Confédération syndicale des familles, "il a plus été tenu compte des *problèmes techniques* opposés par les médecins que des besoins des familles pour se soigner correctement et des aspirations des associations de terrain à une réelle justice sociale."

Sport sur ordonnance

La Ville de Strasbourg organisait, le 12 octobre 2017, les deuxièmes *Assises européennes du sport-santé*, après avoir eu un rôle moteur dans la reconnaissance législative de ce domaine. Bien que les villes n'ont pas de compétences spécifiques en matière de santé, nombre d'entre elles - à l'image de Strasbourg - avaient pourtant déjà développé ou soutenu des démarches de ce type, portées par des associations spécialisées. Elles se sont constituées en réseau. Les villes membres du réseau demandent, dans une "[Déclaration de Strasbourg](#)", que "le gouvernement s'engage pour la prise en charge financière de l'activité physique et sportive sur tout le territoire dans le cadre du projet de loi de financement de la sécurité sociale" pour 2018.



Maisons de santé

[L'arrêté du 18 octobre 2017](#), publié au Journal officiel du 25 octobre, témoigne de la reconnaissance du rôle croissant joué par les maisons de santé pluriprofessionnelles et les centres de santé dans la prise en charge médicale de proximité. Il définit leurs modalités de fonctionnement, d'organisation et d'évaluation.

Accès aux soins

[L'aide médicale de l'Etat](#) (AME) couvre les étrangers en situation irrégulière. Les associations de lutte contre l'exclusion réclament son inclusion dans le régime général et donc son assimilation de facto à la couverture maladie universelle (CMU-C). Le gouvernement le refuse pour au moins trois raisons : une différence de nature (la CMU-C est assurantielle, l'AME relève de la solidarité nationale), une différence de prestations, une différence de publics (réponse à la question posée par Martine Wonner, députée du Bas-Rhin).

HANDICAP

Petite enfance

Le 23 octobre 2017, le gouvernement a saisi le Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA) sur la question de l'accueil des enfants de 0 à 6 ans en situation de handicap. Le Haut Conseil est donc invité à "dresser un état des lieux sur les évolutions récentes en matière d'inclusion des enfants en situation de handicap" dans toutes les structures d'accueil de 0 à 6 ans (accueil de la petite enfance, mais aussi école préélémentaire et toutes les structures d'activités périscolaires et extrascolaires). Selon la commande des deux ministres (Agnès Buzyn et Sophie Cluzel), cet état des lieux devra porter une attention particulière au rôle et au soutien des parents dans l'accompagnement au quotidien d'un enfant en situation de handicap, à son impact au sein du couple et des relations sociales, ainsi qu'à la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale face à cette situation. Premier rapport attendu avant la fin du premier trimestre 2018. Pour en savoir plus : [le communiqué de presse conjoint du 23 octobre 2017](#) ; [Le site du Haut conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge](#).

PERSONNES AGEES

Les inégalités territoriales se prolongent à la retraite

La direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Drees) des ministères sociaux publie une étude sur la répartition et les disparités territoriales des retraités. Cette approche met en évidence des écarts significatifs dans la répartition géographique de ces derniers, mais aussi - et c'est plus original - dans leurs revenus et même dans leurs régimes de rattachement : [L'étude de la Drees dans le n°1023 d'"Etudes & Résultats" \(septembre 2017\)](#) ; [La présentation de l'étude sur le site de la Drees, avec l'accès à des données complémentaires](#).



TERRITOIRES

Quelques infos en bref sur la vie de nos territoires :

- ✓ Ruralité : Réunis en congrès dans le Finistère, les **maires ruraux**, qui font part d'un "sentiment d'abandon", ont arrêté quatre motions, notamment pour demander à nouveau "[une loi cadre sur la ruralité](#)". Les [programmes Leader](#) (fonds européens de développement rural) ont pris trois ans de retard dans leur financement. Après "l'été meurtrier" et la succession de mauvaises nouvelles, les maires ruraux sont au bord de la crise de nerfs !
- ✓ Montagne : Beau temps par contre sur le 30^{ème} **congrès des élus de la montagne** (20 et 21 octobre à Forcalquier), qui ont le sentiment d'avoir été entendus sur les cinq principaux sujets de préoccupation de l'ANEM : la couverture numérique, l'école, la solidarité financière, la compétence sur l'eau et... le loup.
- ✓ Formation professionnelle : "Les régions participeront très activement à la coconstruction de la réforme de la formation professionnelle et de l'apprentissage." Quelques semaines après avoir rompu les relations avec l'Etat lors de leur congrès en septembre 2017, elles souhaitent faire exception sur la question de la formation professionnelle et de l'apprentissage pour ne pas pénaliser les jeunes. **Régions de France** remettra au gouvernement dans quelques jours un manifeste avec douze propositions pour l'emploi issues des territoires.
- ✓ Départements : Les présidents de département réunis en congrès à Marseille le 20 octobre ont à nouveau pointé leurs **trois principales préoccupations** : les mineurs non accompagnés (MNA), les allocations individuelles de solidarité (AIS), la décentralisation avec la montée en puissance des régions au détriment des départements. Le Premier Ministre, présent, s'est montré ouvert au dialogue avec les départements, avançant quelques "pistes » plus que des "solutions" (groupe de travail paritaire sur les MNA, fonds d'urgence, mission Bur, Agence nationale de cohésion des territoires).
- ✓ Intercommunalités : Réunis en congrès à Nantes les 5 et 6 octobre, les présidents d'intercommunalité (ADCF, Assemblée des Communautés de France) ont choisi la confiance au gouvernement plutôt que la confrontation, attendant de **la Conférence nationale des territoires du 14 décembre** qu'elle
- ✓ Agences de l'eau : le [décret du 20 octobre 2017](#) modifie la composition des conseils d'administration des agences de l'eau avec 34 membres désignés notamment par les **comités de bassin** et en leur sein. Fond de grogne là aussi des comités de bassin qui ne retrouvent pas leur compte dans leur budget avec le PLF 2018 et vague de protestation du côté des associations qui se retrouvent en nombre réduit dans la gouvernance.
- ✓ Les Territoires à énergie positive pour la croissance verte (500 TEPCV en France) sont inquiets à la suite de la [circulaire](#) du 26 septembre : elle durcit les règles de gestion et fait menace sur leurs dotations budgétaires sans faire de propositions pour un financement pérenne de la transition énergétique des territoires. Lien : [communiqué des TEPOS](#).
- ✓ Biodiversité
Nicolas Hulot, ministre d'Etat, ministre de la Transition écologique et solidaire, a affirmé le 24 octobre le **rôle des Régions** en tant que chefs de file pour le déploiement des interventions locales en faveur de la biodiversité. [Voir article en lien](#).
- ✓ Vieillesse des territoires
Le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) publie les résultats d'une étude intitulée "[Vieillesse de la population: un processus qui touche aussi les quartiers prioritaires de la politique de la ville](#)" (QPV). Ainsi, "dans une centaine de ces quartiers, plus d'un habitant sur quatre a plus de 60 ans, proportion identique à certains bourgs ruraux que l'on sait vieillissants".

ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Le mois de l'ESS, c'est parti !

A l'occasion du lancement du *Mois de l'économie sociale et solidaire* le 25 octobre 2017, Nicolas Hulot a prononcé son premier discours public sur l'ESS depuis sa nomination. Le soutien du gouvernement passera par un "pacte de consolidation" des entreprises et un "accélérateur d'innovations sociales", deux axes portés par le Haut-commissaire à l'ESS, a-t-il indiqué. En liens : [Le communiqué du ministère de la Transition écologique et solidaire](#) ; [Le dossier de presse sur le lancement du Mois de l'ESS](#) ; [Le site du Mois de l'ESS](#).

Le Haut-commissaire à l'ESS, Christophe Itier, s'attache à donner des signes "aux associations les plus fragiles". Mais pour Philippe Jahshan, président du *Mouvement associatif*, les mesures annoncées jusque-là par le gouvernement ne constituent pas une véritable "politique de la vie associative". Lire [l'article en lien](#).



EMPLOI

Maisons de l'emploi

L'Etat souhaite réduire de moitié son financement aux maisons de l'emploi : de 21 à 10,5 millions d'euros. [Alliance Villes Emploi](#) compte se battre contre la mesure du projet de loi de finances 2018.

Missions locales

On le sait, le rôle des missions locales est celui d'un accompagnement global des jeunes en difficulté d'insertion non seulement professionnel mais aussi social. Or les signaux sont de plus en plus nombreux aujourd'hui d'une volonté des pouvoirs publics de faire de cet outil spécifique s'adressant aux jeunes un simple opérateur du service public de l'emploi : telle Région (Hauts de France) apportant ses financements selon des indicateurs de résultat strictement liés au travail, telle mesure visant à déléguer par Pôle Emploi [les Projets personnalisés d'accès à l'emploi](#) (PPAE).

Dans cet environnement sous tension, on peut noter pourtant des initiatives intéressantes et innovantes, comme celle de la Mission Locale d'Alsace du Nord qui offre désormais aux jeunes le permis de conduire, à condition qu'ils effectuent des missions de bénévolat dans une association : SPA, Croix-Rouge, Emmaüs... [Lire l'article du Parisien du 27 octobre 2017](#).

EGALITE FEMMES – HOMMES



Après le tsunami médiatique déclenché par l'affaire Weinstein, le hashtag *#balancetonporc* a semblé témoigner, sinon d'une libération totale et durable de la parole, du moins d'un besoin urgent de nombreuses femmes de partager leur expérience, de sortir de la souffrance trop souvent vécue dans la solitude et le silence. Il appartient désormais à toute la communauté nationale de transformer l'indignation collective témoignée depuis plusieurs semaines en mobilisation durable au service des droits des femmes et de l'égalité. [Une enquête de la Fondation Jean Jaurès](#) (30/10/2017)

A très bientôt pour une nouvelle édition !